



CLP-CLIPERTON  
AARPI

# La sortie du statut de déchet des terres excavées et des sédiments

*L'économie circulaire révolutionne le secteur du BTP*

Congrès INTERSOL 2021

# Présentation



**Fanny Vellin**

Avocate

Spécialisée en droit  
de l'environnement

**Adresse**

39 rue Saint Dominique  
75007 Paris

**Téléphone**

+33 (0)1 43 17 36 36

**Courriel**

[fanny@clp.law](mailto:fanny@clp.law)

**Blog sur l'actualité juridique de la revitalisation  
des friches**

<https://www.fannyvellin-avocat.com/>

Fondatrice du Micro-réseau CLP dédié à la  
revitalisation des friches



CLP-CLIPERTON  
AARPI

Fondé en 2011, CLP-Cliperton est un cabinet de niche composé de trois associés, qui allient leurs compétences en **financement de projet, Corporate, droit de l'environnement et droit public** pour la réalisation et le financement de projets, à la croisée des secteurs publics et privés.

**2 domaines principaux d'intervention :**

- **infrastructures**
- **transition énergétique et écologique.**

# Plan

- I. Contexte : les terres excavées sont actuellement très peu valorisées
- II. La procédure de SSD des TEX prévue par l'arrêté du 4 juin 2021
- III. Cette procédure va-t-elle permettre d'améliorer la valorisation des terres ?

# I. Contexte

## I.1. Les terres représentent presque la moitié des déchets en France



330 millions  
de tonnes  
de déchets  
par an



220 millions  
de tonnes  
produits par le  
secteur du BTP



150 millions  
de tonnes  
des terres  
inertes

# I. Contexte

## I.2. Statut juridique contraignant ne favorise pas leur valorisation

### ➤ Les terres excavées ont le statut juridique de déchets



sols **non** excavés **X** déchets (C. Envir., art. L.541-4-1)



Terres excavées sorties de leur site d'excavation = déchets (*Note du 25 avril 2017 de la DGPR et CE 29 juin 2020*)

### ➤ Conséquence :

- ⇒ peu valorisées dans des opérations d'aménagement ou de construction
- ⇒ envoyées en installation de stockage de déchet (qu'elles soient polluées ou non)
- ⇒ pratiques illicites

## II. La procédure de SSD des TEX

### Plan

1. Que signifie « sortir du statut de déchet » ?
2. Quelles entreprises sont concernées par la procédure de SSD ?
3. Le déroulement de la procédure de SSD Tex ?
4. Qui contrôle ?

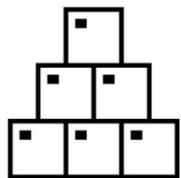
## II. La procédure de SSD des TEX

### II.1. Que signifie « Sortir du Statut de Déchet » ?

➤ La différence entre un déchet  et un produit 



- réglementation très contraignante prévue par le code de l'environnement
- procédure de traçabilité lourde
- producteur est responsable *ad vitam aeternam*
- aucun contrat ne peut lui permettre de se départir de la responsabilité



- réglementation moins contraignante prévue par le C.Civ., C. Com., du C. Consom., du C. Douanes
- peut librement circuler

## II. La procédure de SSD des TEX

### II.1. Que signifie « Sortir du Statut de Déchet » ?

#### ➤ Les procédures de la SSD



règlement : les débris métalliques, le verre et le cuivre en 2011, 2012 et 2013



arrêtés : quinzaine de produits sont concernés

- avant la loi AGECE : SSD pour les installations de traitement
- après la loi AGECE : SSD pour l'ensemble des entreprises produisant ou détenant un déchet

#### ➤ La procédure de SSD dite « implicite »

Source : L'avis du Ministère de l'Environnement du 13 janvier 2016 publié au JO

Mise en œuvre : Par des installations de production soumises à certaines rubriques de la nomenclature des ICPE



## II. La procédure de SSD des TEX

### II.1. Que signifie « Sortir du Statut de Déchet » ?

- La procédure de SSD des TEX de l'arrêté du 4 juin 2021

Quels matériaux ?

Terres, cailloux, boues de dragage

Quelles valorisations ?

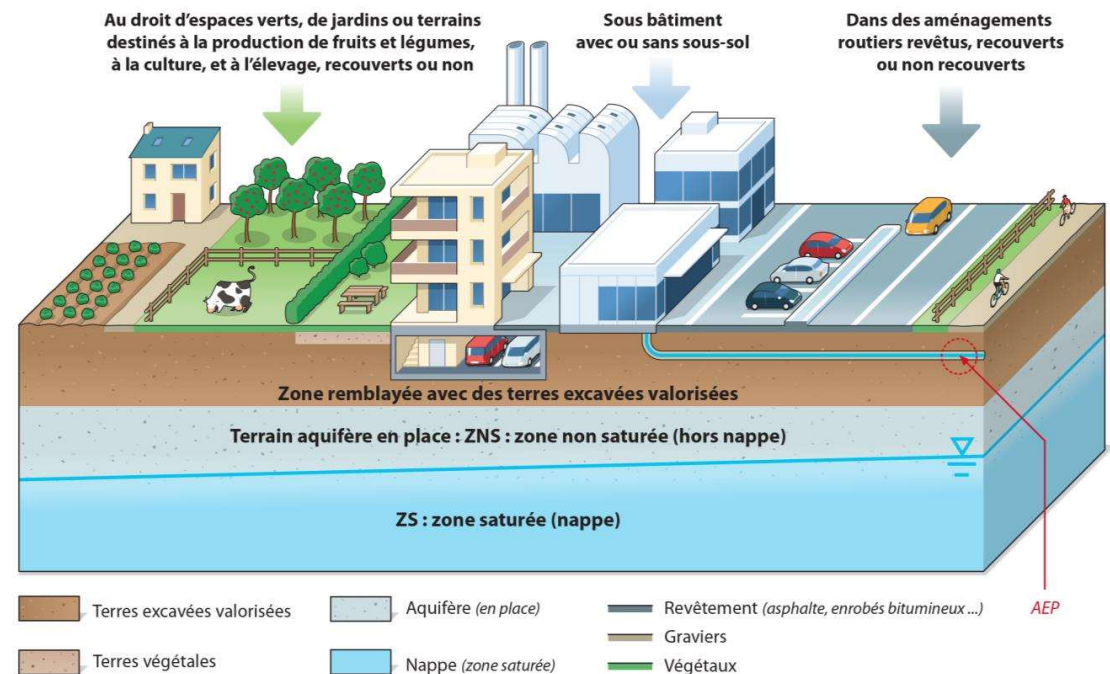
Opérations en génie civil et aménagement

3 guides déjà publiés

- 1 guide pour les infrastructures routières (CEREMA -ex-SETRA- 2011)
- 2 guides pour les projets d'aménagement (DGPR - 2020)



Grands projets d'aménagement et d'infrastructures déclarés d'utilité publique



Exemple de valorisation dans une opération d'aménagement

## II. La procédure de SSD des TEX

II.2. Les entreprises qui sont concernées par la procédure de SSD et peuvent mettre en œuvre la procédure de SSD



**Maitre d'ouvrage  
du site  
d'excavation**



**Maitre d'ouvrage  
du site de  
valorisation**



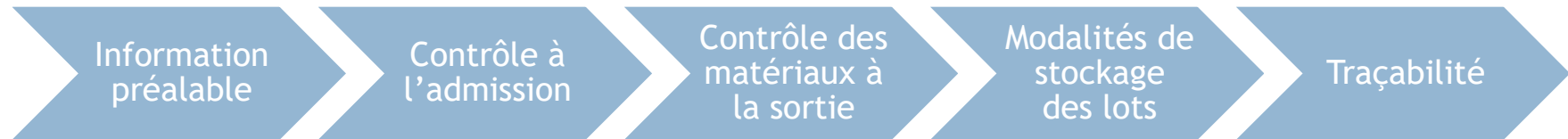
**Tiers  
intermédiaire**

Terres sont directement transférées  
du site d'excavation au site de  
valorisation

Terres transitent  
dans une plateforme  
intermédiaire

## II. La procédure de SSD des TEX

### II.3. Le déroulement de la procédure



## II. La procédure de SSD des TEX

### II.4. Qui contrôle ?



Le contrôle doit être effectué par un tiers accrédité pour la certification ISO 14001 dans le domaine correspondant à la SSD des Tex.



La première année de mise en œuvre de la procédure de SSD.

Puis au moins tous les 3 ans / tous les 10 ans par l'entreprise dont le « système de management environnemental » a été certifié conforme à la norme ISO 14001.



- ✓ Les documents permettant de démontrer le respect de la procédure de SSD (qui doivent être conservés pendant 10 ans).
- ✓ Les échantillons représentatifs de chaque lot (qui doivent être conservés pendant 3 ans).

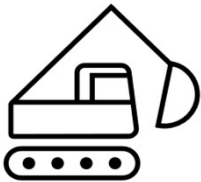
### III. Les conséquences de cette nouvelle procédure de SSD : va-t-elle permettre d'améliorer la valorisation des terres ?

#### III.1. Intérêts pour les maîtres d'ouvrage des sites d'excavation et de valorisation



**Maître d'ouvrage  
du site  
d'excavation**

se départir de leur responsabilité en tant que  
producteur de déchet



**Maître d'ouvrage  
du site de valorisation**

être assurés que les terres qu'ils vont réemployer  
respectent le cadre réglementaire.  
Il faudrait que les maîtres d'ouvrage publics jouent un  
rôle moteur

### III. Les conséquences de cette nouvelle procédure de SSD : va-t-elle permettre d'améliorer la valorisation des terres ?

#### III.1. Deux points de blocage majeurs constatés en pratique par les entreprises qui mettent en œuvre les SSD

1. Des dispositions de l'arrêté inadaptées pour installations de traitement de terres inertes.
2. La caractérisation des terres prévue par les guides.

*Ne faudrait-il pas harmoniser les conditions prévues pour les projets publics et les projets privés*



# Fanny Vellin

Avocate associée  
Spécialisée en droit de l'environnement

## Adresse

39 rue Saint Dominique  
75007 Paris

## Téléphone

+33 (0)1 43 17 36 36

## Courriel

fanny@clp.law



CLP-CLIPERTON  
AARPI